

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES TRANSPORTS

UNITE DE GESTION DU PROJET

COOPERATION
CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROUN - WORLD BANK

Projet Régional pour
l'amélioration de la Performance
du Corridor Rail/Route Douala-
N'djamena (PCDN)

*Cameroon-Chad Transport Corridor
Project (CCTCP)*

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

PROJECT MANAGEMENT UNIT

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET 00001/AMI/MINT/PCDN/UGP/2026
DU 26 JAN 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DU
DEVELOPPEMENT ET DE L'INTÉGRATION D'UNE BANQUE DE DONNÉES JURIDIQUES
DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Pays : Cameroun

Projet : Projet régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route
Douala-N'djamena (PCDN)

Numéro de Crédit : N°70360-CM

N° de référence : CM-MINT-525724-CS-CQS

I) Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du Projet régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route Douala-N'Djamena (PCDN) et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Le PCDN comprend cinq (05) composantes à savoir : (i) la **réhabilitation de la voie ferrée Douala-Yaoundé** : Modernisation de la signalisation ferroviaire, (ii) les **investissements dans les connexions rail/route** : Renforcement institutionnel des chemins de fer et sécurité routière, (iii) la **mise sur pied d'un programme de réhabilitation et d'entretien de la route N'Djamena – Moundou**, (iv) La **facilitation du commerce** : Soutien à la mise en œuvre du projet, (v) les **mécanismes de réponse immédiate** : Réponse d'urgence contingente (IRM-CERC).

Afin de répondre aux besoins pressants de modernisation et d'amélioration des outils d'accès à l'information juridique et de faciliter l'accès à une information de qualité à jour et accessible à tous les acteurs du commerce extérieur, le Ministre des Transports envisage de recruter une firme de consultants chargé du développement et de l'intégration d'une banque de données juridiques du commerce extérieur au Cameroun.

II) Objectifs de la mission

L'objectif visé ici est de développer et d'intégrer une banque de données juridiques du commerce extérieur au Cameroun et en zone CEMAC, afin de faciliter l'accès à l'information juridique pour tous les acteurs impliqués dans les échanges commerciaux.

De façon spécifique, il s'agira pour le cabinet de consultants (i) d'élaborer une structure de la banque de données, ainsi que son architecture technique et son interface utilisateur. (ii)

d'identifier et de collecter les instruments juridiques internationaux pertinents (conventions, accords, textes) relatifs au commerce extérieur. (iii) d'identifier et de collecter les textes législatifs et réglementaires relatifs au commerce extérieur au Cameroun, au Tchad, dans les autres pays des zones CEMAC et CEEAC. (iv) de créer des mécanismes permettant la mise à jour régulière des informations et l'ajout de nouvelles législations. (v) de former le personnel du GUCE (formateurs GUCE) qui seront à leur tour chargés d'assurer des formations in situ aux différents usagers et utilisateurs finaux de la plateforme. (vi) de mettre en place un système de suivi et de maintenance pour garantir la pérennité de la banque de données.

Les Termes de Référence (TDR) pour cette mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

Le Coordonnateur du PCDN invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les services attendus.

III) Durée de la mission

La mission s'étendra sur une durée de cinq (05 mois).

IV) Profil du consultant

Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services notamment :

- Avoir au moins une (01) expérience générale de quinze (15) ans dans la digitalisation des procédures du commerce extérieur ;
- Avoir au moins une (01) expérience dans l'appui à la mise en place d'un cadre juridique dans le domaine du commerce extérieur ou l'appui au développement et à l'intégration d'une banque de données juridique du commerce extérieur ;
- Avoir au moins deux (02) expériences dans la simplification et la dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;
- Avoir au moins deux (02) expériences dans l'accompagnement juridique et la formation à l'utilisation d'une plateforme publique à grande échelle.

Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape de la préparation de la liste restreinte.

NB : Le classement des consultants sera établi en fonction du nombre et de la pertinence des références similaires justifiées.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16, 3.17, 3.33 et l'annexe 4 du « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI* » de la Banque mondiale, septième édition, septembre 2025 qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts, de fraude et corruption.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

V) Méthode de sélection

Le Consultant sera sélectionné selon, la méthode « Sélection fondée sur la qualification du consultant en accord avec » le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que Services de Consultants et Services de Consultants, septième édition, septembre 2025 ».

VI) Informations complémentaires

Les Termes de Référence sont disponibles à l'adresse ci-dessous. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues les jours ouvrables de 09 heures à 16 heures à :

Unité de Gestion du PCDN

Bastos, derrière l'Hôtel le Diplomate

Email : claudentone@yahoo.fr avec copie à mnnjeck@gmail.com et cteignegou@yahoo.fr.

VII) Soumission des manifestations d'intérêt

Les manifestations d'intérêt dont un (01) original et sept (07) copies doivent comprendre (i) une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Coordonnateur du PCDN, (ii) une copie des documents justifiant du Statut Juridique de la firme, (iii) les références pertinentes (contrat, PV de validation des livrables, attestation de bonne fin...) et tout autre document justificatif permettant d'attester de la pertinence et de la qualité des missions antérieures et justifiant l'expérience du cabinet.

La version scannée paraphée et signée de la manifestation d'intérêt sur clé USB (obligatoire) devra faire partie intégrante du dossier.

Les dossiers complets seront déposés à l'adresse ci-dessus au plus tard
le 17 FEV 2026 avec la mention :

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET 00001AMI/MINT/PCDN/UGP/2026
DU 26 JAN 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DU
DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION D'UNE BANQUE DE DONNEES JURIDIQUES
DU COMMERCE EXTERIEUR.

Yaoundé, le 26 JANV 2026

Le Coordonnateur

Clouds o' Mind o' Me
 DEED o' mine o' me o' me o' me
 MAST o' mine o' me o' me o' me
 Expect o' mine o' me o' me o' me
 Road o' mine o' me o' me o' me
 The JARD 10-1-1901

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

UNITE DE GESTION DU PROJET

COOPERATION
CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROUN - WORLD BANK

Projet Régional pour
l'Amélioration de la Performance
du Corridor Rail/Route Douala-
N'djamena (PCDN)
*Cameroon-Chad Transport Corridor
Project (CCTCP)*

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

PROJECT MANAGEMENT UNIT

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST **U No 1/AMI/MINT/PCDN/UGP/2026**
OF 26 JAN 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DEVELOP AND
INTEGRATE A LEGAL DATABASE ON EXTERNAL TRADE.

Country: Cameroon

Project: Cameroon-Chad Transport Corridor Project (Regional project for the
improvement of the performance of the Douala-N'djamena rail/road corridor -PCDN)

Credit number: No.70360-CM

Reference number: CM-MINT-525724-CS-CQ5

I) Context and justification

The Government of the Republic of Cameroon has received funding from the World Bank to cover the cost of the Cameroon-Chad Transport Corridor Project (Regional project for the improvement of the performance of the Douala-N'djamena rail/road corridor -PCDN) and intends to allocate part of the proceeds to consultancy services.

The PCDN has five (5) components, namely: (i) **rehabilitation of the Douala-Yaounde railway**: modernisation of railway signalling, (ii) **investments in rail/road connections**: Institutional strengthening of the railways and road safety, (iii) **setting up a rehabilitation and maintenance programme for the N'Djamena- Moundou road**, (iv) **trade facilitation**: support for the implementation of the project, (v) **immediate response mechanisms**: contingency emergency response (IRM-CERC).

In order to address the pressing need to modernise and improve tools for accessing legal information, and to facilitate access to high-quality, up-to-date and readily available legal information for all stakeholders involved in external trade, the Minister of Transport intends to recruit a consulting firm to develop and integrate a legal database on external trade in Cameroon.

II) Objectives of the mission

The objective of this assignment is to develop and integrate a legal database on external trade in Cameroon and within the CEMAC region, in order to facilitate access to legal information for all stakeholders involved in international trade.

Specifically, the consulting firm shall be required to (i) design the structure of the database, as well as its technical architecture and user interface; (ii) identify and collect relevant international legal instruments (conventions, agreements and legal texts) relating to external trade; (iii) identify and collect legislative and regulatory texts relating to external

trade in Cameroon, Chad, and the other countries of the CEMAC and ECCAS regions; (iv) establish mechanisms to ensure the regular updating of information and the incorporation of new legislation; (v) train GUCE staff (GUCE instructors), who will subsequently be responsible for delivering on-site training to the various users and end beneficiaries of the platform; (vi) establish a monitoring and maintenance system to ensure the sustainability of the legal database.

The Terms of Reference (ToR) for this assignment are available at the address indicated below.

The PCDN Coordinator hereby invites eligible consulting firms ("Consultants") to express their interest in providing the requested services.

III) Duration of the mission

The assignment will extend over a duration of five (05) months.

IV) Consultant profile

Interested Consultants must provide information demonstrating that they possess the required qualifications and relevant experience to perform the Services, namely:

- At least one (01) general experience of fifteen (15) years in the digitalisation of external trade procedures.
- At least one (01) experience in supporting the establishment of a legal framework in the field of external trade, or in supporting the development and integration of a legal database on external trade.
- At least two (02) experiences in the simplification and digitalisation of external trade procedures.
- At least two (02) experiences in legal advisory support and training in the use of a large-scale public digital platform.

Key experts will not be evaluated at the stage of preparing the shortlist.

NB: Consultants will be ranked according to the number and relevance of similar references provided.

The attention of interested Consultants is drawn to Section III, paragraphs 3.14, 3.16, 3.17, 3.33 and Annexe 4 of the World Bank's '*Procurement Rules for IPF Borrowers*', Seventh Edition, September 2025, which sets forth the World Bank's policy on conflicts of interest, fraud and corruption.

Consultants may associate with other firms to enhance their qualifications, but they must clearly indicate whether the association takes the form of a joint venture and/or a sub-contracting arrangement. In the case of a joint venture, all members of the consortium shall be jointly and severally liable for the entire contract if selected.

V) Selection process

The Consultant shall be selected using the method "Quality Based Selection" in accordance with the "Procurement Regulations for Borrowers soliciting Investment Project Financing (IPF), Procurement under Investment Project Financing, Supplies, Works, Services Other than Consultants and Consultancy Services, Seventh Edition, September 2025".

VI) Supplementary information

The Terms of Reference are available at the address below. Additional information can be obtained on working days from 9 a.m. to 4 p.m. at the following address:

PCDN Management Unit

Bastos, behind Hôtel le Diplomate

Email: claudentone@yahoo.fr with copy to mnnjeck@gmail.com and cteignegou@yahoo.fr.

VII) Submission of expressions of interest

Expressions of interest comprising one (1) original and four (4) copies of which must include (i) a letter of expression of interest addressed to the PCDN Coordinator, (ii) a copy of the documents justifying the firm's legal status, (iii) the relevant references (contract, acceptance report, certificate of completion, etc.) and any other supporting document attesting to the relevance and quality of previous assignments and justifying the firm's experience.

The scanned, initialled and signed version of the expression of interest on a USB key (**compulsory**) must form an integral part of the file.

Complete applications should be submitted to the above address by 17 FEB 2026 at the latest, with the mention:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No 01/AMI/MINT/PCDN/UGP/2026
OF 26 JAN 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DEVELOP AND
INTEGRATE A LEGAL DATABASE ON EXTERNAL TRADE.

Yaounde, 26 JAN 2026

The Coordinator


Claude Nind Niane
International Consultant
PCDN and Investment Project Financing
Master of International Law and Economics
Expert in the field of External Trade
Member of the Council of the CNUC
Tel: 00237 67 13 13 13